



BP 43670 • 54097 Nancy cedex

Tel : +33 (0)6 25 40 59 21

Courriel : secretariat.national@ant-france.eu – site internet : www.ant-france.eu

Membre de la Fédération LGBTI - Membre du RAVAD (Réseau d'aide aux victimes d'agression et de discrimination)

Communiqué de presse du 06 avril 2019

En finir avec la transphobie d'État pour faire reculer les agressions transphobes !

Le dimanche 31 mars à Paris, une personne transgenre, Julia, a été agressée et insultée par des individus venus manifester contre le Président algérien Bouteflika. Heureusement secourue par des agents de la RATP, ces derniers n'ont pas manqué d'avoir des comportements transphobes en ne respectant pas son genre féminin... Filmés, ces faits révoltants parlent d'eux-même et permettent aujourd'hui de rendre visible une transphobie toxique malheureusement encore trop bien ancrée dans notre société et ignorée des pouvoirs publics. Cette haine des personnes transgenres traverse l'ensemble du corps social et se matérialise sous de multiples facettes telles que brutalités physiques allant jusqu'au meurtre, harcèlements, mégenrages systématiques dégradants, discriminations, rejets parentaux, licenciements et refus d'embauche, maltraitements médicaux, etc., la liste est longue !

L'Association Nationale Transgenre (ANT) tient à apporter tout son soutien à Julia qui a dû faire face à ce déversement de haine. Nous lui souhaitons tout particulièrement un prompt rétablissement et nous tenons à saluer son courage et son discours clair et lucide, refusant tout amalgame haineux au regard des événements qu'elle vient de vivre. Nous ne doutons pas que la justice, au regard des faits, puisse délivrer un message clair : la transphobie n'a plus sa place dans notre société.

Les premières violences auxquelles sont confrontées les personnes transgenres, ce sont celles de l'État !

Aucunement isolées, ces agressions ne sont malheureusement que le fruit de l'absence d'une véritable politique de lutte contre la transphobie en France depuis des dizaines d'années. Et cela malgré les régulières interpellations faites aux gouvernements successifs par les associations de défense des droits des personnes transgenres. La dernière réunion à l'Élysée en date du 22 novembre 2018 organisée par le Président de la République pour rencontrer les associations LGBTI n'a manifestement été que le point d'orgue d'une absence de courage et de vision politique de la tête de l'État dans sa lutte contre les discriminations et violences en direction des personnes transgenres. L'ANT avait d'ailleurs fait remarquer que les représentants de l'État n'y avaient pas prononcé une seule fois le mot transphobie dans leurs discours, ni le Président de la République, ni la Ministre Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. Ne pas être capable de citer le terme transphobie ne présage pas d'une forte volonté d'engagement. Les faits aujourd'hui parlent de nouveau d'eux-même.

Au regard de l'échec manifeste de la politique gouvernementale (sic) relative à la lutte contre la transphobie aux conséquences révoltantes, il est plus que temps d'agir pour construire une société inclusive et respectueuse de la diversité des identités de genre. L'Association Nationale Transgenre réclame donc une véritable action publique interministérielle dédiée à la lutte contre la transphobie, abolissant enfin toutes les barrières encore fortement présentes pour refuser l'autodétermination des personnes transgenres et dénier leurs droits. Pour cela, il est urgent dans un premier temps de mettre en place le changement d'état civil libre et gratuit en mairie déjudiciarisé et démedicalisé sur simple demande sans critères d'âge, de mettre fin aux maltraitements médicaux et à l'instrumentalisation pathologique et psychiatrique de l'accès à la santé organisées par la médecine française sous l'œil « bienveillant » du ministère des solidarités et de la Santé, de garantir dans la loi le respect des civilités et prénoms d'usage revendiqués par les personnes transgenres, y compris mineures.

Pour l'Association Nationale Transgenre,
Delphine Ravisé-Giard
Présidente

Mail : porte.parole@ant-france.eu

Mobile : +33 (0)6 11 63 48 00

Site Internet : www.ant-france.eu

Association nationale transgenre

Association loi de 1901 • enregistrée à la préfecture de Meurthe et Moselle sous le n° W543003345
SIRET 530 483 734 00030 • Non soumise à la TVA (article 293B du CGI)